



**Arrêté temporaire n°26-AT-0185
Portant réglementation de la circulation**

AVENUE GANTIN

Le Maire de la ville de Rumilly,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal du 26 avril 2026 portant délégation de signature au profit de Mme BOICHET-PASSICOS,

VU la demande en date du 29/06/2026 émise par le CIRQUE NEPTUNE représenté par madame Jessica MASARDIER aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

VU le règlement général de la circulation urbaine et les divers arrêtés s'y rapportant,

CONSIDÉRANT que l'installation d'un cirque et la conception des lieux où se déroule l'évènement nécessitent une modification de la circulation des véhicules,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 15/07/2026 et jusqu'au 19/07/2026, la circulation est réservée aux véhicules du cirque NEPTUNE. Un périmètre matérialisé de 1000m2 sera réservé pour l'installation du cirque NEPTUNE sur la partie en gravier du parking des Anciennes casernes, AVENUE GANTIN. Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule sur la voie réservée est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

La signalisation réglementaire nécessaire sera mise en place et maintenue en l'état par les Services Techniques.

Article 3

Chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rumilly, le 29 juin 2026

Pour le Maire,

Signé par : CHRISTINE BOICHET-PASSICOS

Date : 01/07/2026

Qualité : 3ième ADJ MAIRIE



DIFFUSION:

- CIRQUE NEPTUNE
- Brigade de Gendarmerie
- J'Y BUS
- Président de la communauté de commune

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Grenoble ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de l'arrêté peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.